Icare ou l’impossible démocratie Latino-Américaine

Renaud Lambert, *Le monde diplomatique*, mars 2021

Alain Rouquié, l'un des plus fins connaisseurs de l'Amérique latine en France, concluait en ces termes un ouvrage consacré à la région en 2010 : *« Après des décennies d'instabilité et de dictatures, la démocratie semble s'être enracinée partout. »*Songeant à l'arrivée au pouvoir de Mme Michelle Bachelet au Chili (2006), de M. Evo Morales en Bolivie (2006) et de M. Luiz Inácio « Lula » da Silva au Brésil (2003), l'ancien ambassadeur de France à Brasília se réjouissait : *« Désormais, une femme, un Indien ou un ouvrier peuvent accéder par le suffrage à la magistrature suprême*(1). *»*

Dix ans plus tard, le tableau a changé. L'« Indien » a été renversé par un coup d'État (2); l'« ouvrier » subit le harcèlement d'une justice instrumentalisée par les conservateurs (3); et, si Mme Bachelet a pu terminer son mandat, Mme Dilma Rousseff, élue en 2011 à la tête du Brésil, a été destituée à la suite d'une cabale parlementaire sans fondement juridique (4).

Il y a quelques années, on pouvait se réjouir avec Rouquié d'avoir vu, en 2003 au Brésil, un président succéder *« pour la première fois depuis quarante-trois ans à un autre président élu au suffrage universel »*; le Vénézuélien Hugo Chávez (1999-2013) élargir le champ de la participation populaire dans la vie politique de son pays; et l'ancien économiste équatorien Rafael Correa (2007-2017) achever paisiblement son second mandat, alors que, en une décennie, aucun de ses sept prédécesseurs n'était parvenu au bout du sien.

**Des hiérarchies jugées immuables**

Désormais, l'humeur est moins festive. L'ancien militaire qui dirige le Brésil, M. Jair Bolsonaro, regrette la période de la dictature (1964-1985), cependant que son fils Eduardo, dont il est proche, évoque la nécessité d'en instaurer une nouvelle, *« au cas où la gauche se radicaliserait*(5) *».*En janvier 2019, M. Juan Guaidó, un élu néolibéral de seconde zone, s'est autoproclamé président du Venezuela avec le soutien des États-Unis et de l'Union européenne. Et le chef de l'État équatorien Lenín Moreno a tenté à son tour d'instrumentaliser la justice pour barrer la route à certains de ses adversaires lors de la présidentielle de février 2021 (6).

« Enracinée partout », la démocratie latino-américaine ? Elle traverse au contraire une nouvelle période d'instabilité, voire de dérive autoritaire. Comment expliquer cette déconvenue ? Peut-être précisément par les progrès qui l'ont précédée. Tel Icare, dont chaque coup d'aile en direction du soleil prépare la chute, les démocrates latino-américains semblent en effet condamnés à engendrer les conditions de leur échec à mesure qu'ils progressent vers leur objectif.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître pour une région associée aux militaires à lunettes noires, le principe démocratique fonde les républiques latino-américaines. Lorsqu'elles proclament l'indépendance, au cours du XIXe siècle, les élites blanches « créoles » déploient la bannière des Lumières. Si elles prennent les armes, c'est au nom de la souveraineté populaire : *« Dans le système espagnol en vigueur,*écrit le *Libertador*Simón Bolívar, *les Américains*(...) *n'occupent d'autre place dans la société que celle de serfs propres au travail et, tout au plus, de simples consommateurs.*(...) *Nous n'étions jamais ni vice-rois ni gouverneurs*(...), *rarement archevêques et évêques; jamais diplomates; soldats, uniquement en qualité de subalternes;*(...) *nous n'étions enfin ni magistrats ni commis aux finances*(7). *»*

Toutefois, *« ce ne sont pas les colonisés, Indiens et métis, qui se sont soulevés,*précise Rouquié, *mais une minorité blanche, composée souvent d'une aristocratie de possédants d'origine européenne ».*Si ceux-ci proclament l'égalité, c'est avant tout pour se libérer d'une métropole qui les prive du pouvoir alors qu'ils détiennent les richesses. En dépit des Constitutions démocratiques qu'elles promulguent, les élites ne renoncent pas à leurs privilèges. Le droit de vote est donc restreint aux « capables ». *« La raison collective est seule souveraine, non la volonté collective,*proclame l'écrivain argentin Esteban Echeverría (1805-1851). *De là résulte que la souveraineté du peuple ne peut résider que dans la raison du peuple, et que seule la partie sensée et rationnelle de la communauté sociale est appelée à l'exercer. La démocratie n'est pas le despotisme des masses ni des majorités, mais le régime de la raison*(8). *»*Et Rouquié de conclure : *« Pour les élites libérales sud-américaines, la démocratie est impossible eu égard à l'état de la société, mais elle est irremplaçable »*- puisqu'elle justifie l'indépendance. La main qui rédige l'acte de naissance de la citoyenneté latino-américaine est également celle qui en édicte la sentence.

Se met alors en place une joute qui continue à rythmer la vie politique du sous-continent. D'un côté, les partisans d'une adaptation de la souveraineté populaire à la réalité de hiérarchies jugées aussi naturelles qu'immuables - bref, d'une démocratie sans égalité ou, pour reprendre l'expression de Rouquié, *« sans citoyens ».*De l'autre, un camp qui cherche à subvertir l'ordre établi en conférant une réalité concrète aux principes inscrits dans les Constitutions.

Cette structuration de l'espace politique s'opère dans le cadre d'une insertion singulière au sein du système économique mondial. Contrairement aux colonies septentrionales d'Amérique du Nord, *« dépourvues des conditions géologiques et climatiques, ainsi que des populations indigènes nécessaires à l'établissement d'économies d'exportation »,*comme l'explique l'économiste Andre Gunder Frank (9), l'Amérique du Sud fournit à l'Europe les matières premières nécessaires à sa révolution industrielle et en consomme les produits finis.

L'oligarchie créole n'envisage pas que l'indépendance la prive de son opulence. Laquelle repose sur le principe qui gonfle les voiles des navires transatlantiques : le libre-échange. Dans ces conditions, *« le transfert de pouvoir n'implique pas une transformation de la société,*observe l'intellectuel chilien Luis Vitale. *Alors qu'en Europe le libéralisme a servi la bourgeoisie industrielle contre l'oligarchie de la terre, ici, il a été enrôlé par ces mêmes propriétaires contre le monopole espagnol. Là-bas, il a servi la cause du protectionnisme industriel; ici, celle du libre-échange*(10). *»*

**L'audace de Salvador Allende**

« Indépendante », l'Amérique latine renforce donc les dynamiques économiques qui la vassalisent. Le Britannique George Canning ne s'y trompe pas, qui, dans un courrier daté du 17 décembre 1824, déclare : *« L'Amérique espagnole est libre et, si nous nous y prenons bien, elle est anglaise. »*Elle s'enferme de la même façon dans le piège économique du sous-développement : concentration de la richesse, faiblesse du marché interne et appareil industriel rachitique. Un carcan dont elle ne s'est toujours pas libérée, même si le début du XXe siècle a été marqué par diverses tentatives en ce sens.

Alors que la première guerre mondiale puis la crise de 1929 entraînent une interruption des flux qui structurent le commerce international, la plupart des pays optent pour une phase dite « de substitution des importations », visant à promouvoir l'industrie locale. Ce processus se caractérise cependant d'emblée par deux exigences. Tout d'abord, ne pas modifier les structures sociales. Mais, sans redistribution de la richesse, le marché interne est incapable de produire une demande susceptible d'aiguillonner la production. Celle-ci se concentre donc sur les seuls biens de consommation de niche destinés aux très hauts revenus, comme les souliers haut de gamme. Dépasser cette difficulté aurait exigé d'opter pour un mode d'industrialisation où l'État - et non la demande des consommateurs - aurait déterminé quels biens essentiels devaient être produits.

Or la seconde exigence encadrant la tentative de développer l'industrie était de ne pas bousculer les logiques de marché. Les pays latino-américains ne parvenant pas à un niveau suffisant de développement pour produire leurs propres biens d'équipement, ils doivent les importer : *« Ils ont substitué un type d'importations à un autre »,*conclut Frank. Dans un projet de courrier qu'il souhaitait adresser aux « Américains du Nord » en janvier 1963, l'écrivain mexicain Carlos Fuentes résume : *« Ce capitalisme naïf et libéral s'est*(...) *surimposé aux structures féodales sans les détruire. Il a abandonné à leur sort les grandes masses de paysans et d'ouvriers, et a réservé le progrès à une minorité urbaine.*(...) *Voilà ce qu'est l'Amérique latine : un château féodal en ruine avec une façade capitaliste en carton-pâte*(11). *»*

Un château féodal, une économie que le libre-échange condamne au sous-développement et une inconfortable proximité avec les États-Unis, qui considèrent bientôt l'Amérique latine comme leur « arrière-cour »...Rien n'indiquait que la voie de l'émancipation serait bordée de roses. Les intellectuels que l'on vient de citer ici - Frank, Fuentes, Vitale - ne l'ignorent pas. Le courant politique qu'ils incarnent parle la langue des années 1960 et 1970 : *« Il n'est pas de démocratie possible, vous savez, avec un estomac vide, une tête vide, des maisons vides,*écrit Fuentes dans sa lettre. *La démocratie n'est pas une cause : c'est un résultat. »*À bas la « démocratie formelle », donc : celle, dysfonctionnelle et bourgeoise, qui régit les sociétés de la région et qu'ils refusent de considérer comme un outil permettant de changer le monde. Vive la « démocratie réelle » : l'objectif vers lequel conduisent les processus d'émancipation. Et tant pis pour les urnes, car seule une révolution permettra aux républiques latino-américaines de faire advenir les idéaux qui leur ont donné naissance. Quitte à en payer le prix : *« La révolution !,*ironise Fuentes. *Vous prenez le ciel à témoin, vous vous tordez les mains et vous pleurez sur la violence et les effusions de sang. Oui, malheureusement, on n'a jamais pu convaincre les classes dirigeantes d'un pays féodal que leur dernière heure était venue. »*

La détermination de ces auteurs est d'autant plus trempée qu'ils ont observé le sort réservé à Juan Domingo Perón en Argentine (1946-1955), à Getúlio Vargas (1951-1954) puis à João Goulart (1961-1964) au Brésil, ou à Juan Bosch en République dominicaine (1963). Ces dirigeants souhaitaient donner une place aux laissés-pour-compte sans pour autant bousculer les hiérarchies sociales - *« faire la révolution avant que le peuple ne la fasse»,*résume Rouquié. C'était déjà trop. Tous ont été renversés par l'armée au motif qu'ils menaçaient la démocratie, du simple fait qu'ils avaient remis en question l'ordre établi.

Cette même prétention à défendre la souveraineté populaire justifie les pronunciamientos au cours des années 1970 et 1980. *« Tous ceux qui, comme nous, croient en la démocratie pluraliste livrent une guerre contre les adorateurs du totalitarisme, une guerre pour la liberté et contre la tyrannie »,*déclare l'amiral Emilio Massera, membre de la junte qui prend le pouvoir à Buenos Aires en 1976, dans un discours du 2 novembre de cette année. Au cœur de l'affrontement Est-Ouest, l'anticommunisme élève la défense conservatrice des privilèges au rang de combat universel : une *« troisième guerre mondiale »*contre *« le matérialisme dialectique et l'humanisme idéaliste »,*explique Massera. Il permet également de s'assurer le soutien précieux des États-Unis.

L'arrivée au pouvoir du Chilien Salvador Allende, en 1971, marque un point de rupture. Pour lui, les deux démocraties formelle et réelle - peuvent être réconciliées, les rites électoraux servir l'idéal auquel ils renvoient. Son ambition suscite l'enthousiasme au sein d'une gauche qui a renoncé à la lutte armée, mais pas à l'espoir. Tous les yeux sont tournés vers Santiago, y compris ceux du futur président socialiste français François Mitterrand. Sincèrement convaincu ou non, ce dernier expose les raisons de cette fascination lors d'un voyage en Amérique du Sud : *« Le Chili est une synthèse intéressante et originale. En France, pays industriel avancé dans la zone d'influence occidentale, il est peu probable que puisse se développer une action violente sans qu'elle soit réprimée par les forces de la grande bourgeoisie. Le mouvement populaire peut, en revanche, légitimement penser l'emporter par la voie légale : grâce au suffrage universel et aux pressions des travailleurs dans les secteurs en crise. Il s'agit de démontrer aux Français que cette voie est possible »*( *Le Monde,*14-15 novembre 1971).

Mais, aux yeux des classes dominantes, l'audace d'Allende justifie qu'on écrase la démocratie... au nom de la démocratie : *« J'ai toujours respecté et admiré la démocratie en tant que concept politique,*explique le général Augusto Pinochet, qui renverse Allende en 1973. *En dépit de ses vertus, toutefois, sans adaptation adéquate, elle s'avère parfaitement incapable de s'opposer au communisme*(12). *»*Les mêmes causes produisant les mêmes effets, en 1978, seuls la Colombie, le Venezuela et le Costa Rica échappent à la dictature. La Colombie vit cependant au rythme d'une guerre civile sanglante, et le Venezuela sous le régime du pacte de Puntofijo, conclu en 1958, par lequel les trois principales formations politiques se partagent le pouvoir et les prébendes.

**Les théoriciens du renoncement**

Néanmoins, les régimes autoritaires tombent les uns après les autres au cours des années 1980, ouvrant une phase de « transition ». Mais *« les "démocraties restaurées" ne sont pas tout à fait des régimes représentatifs comme les autres,*observe Rouquié. *Elles sont les héritières des dictatures, quand elles n'en sont pas les prisonnières ».*Au Chili, la Constitution léguée par Pinochet - qui entérine l'orientation néolibérale de l'économie, la privatisation des universités... - survit à son régime et ne sera abolie qu'à l'occasion d'un référendum organisé en 2020.

Ces transitions « pactées » placent la démocratie sous tutelle, car les forces armées - dont il est convenu qu'elles ne feront l'objet d'aucune poursuite - demeurent en embuscade. En 1987 et 1988, l'Argentine connaît trois soulèvements militaires. Au Chili, M. Ernesto Ottone, ancien membre du comité central des jeunesses communistes et conseiller du président Ricardo Lagos (2000-2006), raconte : *« Nous nous sommes demandé : "Quel est l'objectif minimum auquel nous aspirons pour ce mandat de Lagos ?" La réponse fut crûment minimaliste : "Qu'il reste les six ans prévus et s'en aille sur ses deux jambes"*(13). *»*Comment ? En concevant les luttes politiques *« dans un cadre qui ne mette pas en danger l'unité essentielle du Chili et garantisse la gouvernabilité démocratique. Ce qui implique de renoncer à tout projet pouvant reproduire les causes d'une tragédie semblable à celle de 1973 ».*

Le renoncement coûte d'autant moins que les élites politiques et économiques, auxquelles appartiennent M. Ottone et son coauteur Sergio Muñoz Riveros (ancien conseiller de la présidente Bachelet), s'entendent sur le bien-fondé des transformations opérées par les dictatures. *« Il a bien fallu reconnaître, même de façon indirecte, la part qu'a prise la politique de la dictature dans l'émergence d'une dynamique de rétablissement économique après l'échec de la période 1970-1973,*notent les deux anciens militants communistes. *Même si on a du mal à l'admettre, il faut concéder que, sur certaines questions relatives au fonctionnement de l'économie moderne, les professeurs se trouvaient sur "le trottoir d'en face". »*

Il en va de même dans un monde intellectuel qui a perdu ses personnalités les plus radicales sous les balles des dictatures ou qui s'est convaincu que la réaction militaire avait été provoquée par une période d'irrationalité collective : *« Nous portons tous une part de responsabilité dans la rupture démocratique du Chili »,*proclament les anciens présidents Patricio Aylwin (1990-1994) et Lagos lors de la célébration du trentième anniversaire de la mort d'Allende. Une conviction que MM. Muñoz Riveros et Ottone s'emploient à disséminer, en adossant leur démonstration à la fine fleur de la pensée progressiste française : Laurent Joffrin. Qu'ils citent : *« La révolution socialiste*(...) *est un mythe dangereux qui libère le Léviathan totalitaire quand elle réussit, le terrorisme quand elle échoue »,*pontifie le journaliste à la barbiche. S'élabore ainsi une théorie dite « des deux démons », selon laquelle rouges et bruns seraient coupables à parts égales de l'avènement des dictatures. Le premier ayant toutefois commis l'erreur originelle d'avoir réveillé le second.

Les transitions s'emploient donc à ne surtout pas « libérer le Léviathan ». Quitte à se satisfaire d'un monde où s'aggravent les dysfonctionnements qui avaient, hier, provoqué l'embrasement populaire. Et qui en conserve les piliers fondamentaux : inégalités sociales, relégation d'une partie de la population aux marges de la cité politique, soumission au libre-échange ainsi qu'aux diktats de Washington. Bref, un monde qui échoue toujours à rassembler les conditions nécessaires à la démocratie réelle. *« Un enfant sur deux se trouve en situation de pauvreté dans notre pays,*soulignait M. Alberto Fernández lors de son discours d'investiture à la présidence argentine, le 10 décembre 2019. *Quand le pain manque, il n'y a pas de démocratie possible. »*

Pour ceux qui croient encore en la souveraineté populaire, tout reste donc à faire... Constatant que les institutions issues des transitions « pactées » ne laissent aucune place aux revendications du peuple et que les processus électoraux conduisent le plus souvent à la trahison des promesses, certains concluent que la politique se passe ailleurs : dans la rue, loin des palais. Ils s'appuient sur l'exemple des manifestants boliviens qui, au début des années 2000, ont remporté d'importantes victoires contre des projets de privatisation de l'eau et du gaz. John Holloway expose cette stratégie - adoptée par les zapatistes du Chiapas au Mexique, par exemple - dans son ouvrage *Changer le monde sans prendre le pouvoir,*paru en 2002 (14).

Critiques d'une approche qui consiste à abandonner le pouvoir aux conservateurs, d'autres réhabilitent un espoir ancien : l'idée que, en dépit de ses limites, la voie électorale permettrait d'extirper l'Amérique latine de sa citadelle féodale. En annonçant d'emblée qu'elle ne suffira pas, comme « Lula » en 1985 : *« Nous essayons de respecter les règles du jeu de la démocratie. Nous pensons que le Parlement n'est pas une fin en soi, mais seulement un moyen. Nous allons tenter de l'utiliser autant que possible. Dans la mesure où nous percevons que, par la voie parlementaire, par la voie purement électorale, nous n'arriverons pas au pouvoir, je prends la responsabilité de dire à la classe ouvrière qu'elle doit chercher une autre voie*(15). *»*Ou au prix de quelques entorses à ses principes, comme le concède le même « Lula » après deux mandats présidentiels : *« Si Jésus venait au Brésil, même lui devrait faire alliance avec Judas*(16). *»*

C'est ainsi que, dans plusieurs pays, des dirigeants déterminés à « démocratiser la démocratie » sont élus au cours d'une « vague rouge » qui balaie l'Amérique latine : Chávez au Venezuela (1998), « Lula » au Brésil (2002), Néstor Kirchner en Argentine (2003), M. Morales en Bolivie (2005), M. Correa en Équateur (2006), Mme Cristina Fernández en Argentine (2007), Mme Rousseff au Brésil (2010)...

À l'image d'Icare prenant son envol, ils tentent - avec plus ou moins de succès - de rapprocher leurs sociétés de l'idéal démocratique : réduire les inégalités; transformer les laissés-pour-compte en citoyens; façonner des États capables de répondre aux besoins de la population... Les progrès sociaux et économiques enregistrés au cours de cette période ont été abondamment documentés, y compris dans les colonnes du *Monde diplomatique.*Soudain, voter retrouve un sens. Dans son étude annuelle sur le rapport des Latino-Américains à la démocratie de 2010, la société Latinobarómetro constate que, *« depuis l'année 2007, l'appui de la population à la démocratie augmente de façon continue.*(...) *C'est la première fois depuis que nous avons commencé à utiliser cet indicateur de satisfaction vis-à-vis de la démocratie*[en 1995] *qu'une hausse continue se produit quatre années de suite*(17) *».*

Mais plus la démocratie progresse, plus elle est menacée. Car il n'échappe pas aux dominants que son approfondissement les condamne. Ils réagissent. Coups d'État militaires, destitutions frauduleuses, tentatives de renversement, blocages de l'économie par le patronat : la plupart des pays sont touchés. Y compris le Brésil, où « Lula » et Mme Rousseff s'étaient illustrés par leur esprit de conciliation (18). Et, lorsqu'une alternance advient finalement, les conservateurs profitent de leur accession au pouvoir pour harceler leurs anciens adversaires. De sorte que les dirigeants progressistes - ou issus de mouvements progressistes - encore en place s'accrochent à leur poste, quitte à prendre des libertés avec les exigences démocratiques. Le 4 novembre 2016, le président vénézuélien Nicolás Maduro proclamait au sujet de ses adversaires : *« Ils ne mettront jamais un pied au palais présidentiel de Miraflores : ni par les bulletins de vote, ni par les balles*(19). *»*

**Coups d'État, destitutions frauduleuses...**

En 2002, le Vénézuélien Chávez est renversé par un coup d'État militaire. S'autoproclamant président, M. Pedro Carmona, qui dirige l'organisation patronale Fedecámaras, dissout l'Assemblée nationale et les corps constitués, destitue les gouverneurs et les maires. Avant qu'une mobilisation populaire ne fasse échouer l'opération. À l'époque, les héritiers de Fuentes qui gravitent autour de Chávez lui conseillent de profiter de l'occasion. *« L'opposition a démontré qu'elle ne respectait pas la volonté populaire; c'est le moment idéal pour suspendre les élections. Vous disposerez ainsi du temps nécessaire pour mettre en œuvre toutes les transformations nécessaires afin d'établir, enfin, la souveraineté populaire au Venezuela »,*lui disent-ils lors d'une scène que nous rapporte l'un d'entre eux, d'origine brésilienne. Chávez rejette l'idée. Il gracie ceux qui l'ont renversé dans l'espoir qu'ils acceptent enfin les règles du jeu. Mais les anciens putschistes préfèrent conspirer, tout en reprochant à l'homme qui leur a épargné la prison une *« dérive autoritaire ».*Dérive que leurs méthodes contribuent à faire advenir.

Icare s'élève, puis dégringole. Et une question demeure : comment construire la démocratie avec des non-démocrates ?